

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS!

**Le bilan économique  
de Guy Mollet**

p. 4

# LA VÉRITÉ DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE SECTION FRANÇAISE DE LA 4<sup>e</sup> INTERNATIONALE

N° 58. — 1<sup>er</sup> QUINZ. — MARS 1957

BI-MENSUEL : 30 fr.

## CONTRE LE GOUVERNEMENT DE GUERRE ET DE VIE CHÈRE UNIFIER ET GÉNÉRALISER LES LUTTES

Ce gouvernement survivra-t-il encore longtemps? On en vient à parler d'une sorte de record de durée, mais ce record sera de triste mémoire pour les travailleurs.

Ce gouvernement « socialiste » met tous ses efforts à pallier à la crise et à la faillite du capitalisme français. Mais celle-ci augmente au fur et à mesure que se poursuit la guerre d'Algérie dont le coût est catastrophique pour l'économie française et pour les travailleurs.

De quel poids peuvent encore peser les avantages sociaux arrachés dans les années passées dans la balance de la guerre? La troisième semaine de congés payés et la retraite des vieux travailleurs sont de bien loin enterrées par l'augmentation du coût de la vie, les impôts et les morts de la guerre. Quant à l'échelle mobile des salaires, on voit comment un gouvernement « socialiste » s'y prend pour éviter qu'elle ne joue. Les bourgeois n'en reviennent pas: ils n'auraient jamais osé se livrer au honteux trafic que préside Ramadier depuis des semaines. Et surtout, de leur part, une telle attitude aurait soulevé une opposition violente des travailleurs et de leurs organisations. Est-ce le privilège des socialistes que de mener jusqu'au bout la politique la plus réactionnaire dans tous les domaines?

La seule grande organisation ouvrière française qui pourrait mener une campagne vigoureuse et systématique contre cette politique gouvernementale, pour la fin de l'atroce guerre d'Algérie et le front unique des travailleurs pour la préparation d'une lutte générale pour les salaires, le PCF, reste d'une grande modération sur ces sujets et consacre la plus importante part de sa propagande et de son agitation à la lutte contre... Speidel.

Dans une telle situation et bien que les corporations les plus ouvrières restent encore en dehors du mouvement, les manifestations de la Fonction Publique ont une signification profonde. Les revendications mises en avant sont unitaires et générales, elles mettent un terme, dans ce secteur, à la tactique des revendications partielles, panacée de la CGT depuis de longs mois. Mais il ne suffit pas d'approuver les grèves de fonctionnaires, il faut donner des perspectives plus larges à leur mouvement, dépasser les luttes encore catégorielles, entraîner les grandes masses des travailleurs de la Fonction Publique et du Secteur Privé. Les mineurs ont envie de se battre. Ils ne le feront cependant que s'ils sont assurés d'être épaulés dans leur lutte par l'ensemble de la classe ouvrière. Mais à une lutte d'ensemble, il faut des perspectives qui dépassent le cadre des corporations: pour toutes les corporations, pour tous les travailleurs, le bilan du gouvernement Mollet apparaît clair: la poursuite à outrance de la guerre en Algérie qui va de pair avec une politique économique de plus en plus en défaveur des travailleurs, c'est la défense exclusive de la bourgeoisie de ce pays et c'est pourquoi celle-ci tolère si longtemps la survie de ce gouvernement.

Le poids intolérable que fait peser sur elle cette guerre d'Algérie, elle ne sait comment s'en décharger. Les « solutions » proposées par certains de ses leaders se heurtent toutes à l'opposition des autres fractions, le plan Hersant de division de l'Algérie en zones autonomes musulmanes et françaises soulève l'indignation et les protestations des autres courants bourgeois. Mais ces recherches, ces tentatives de solution qui se poursuivent de la part de la bourgeoisie montrent bien que pour elle aussi cette situation ne saurait s'éterniser.

Il n'y a plus guère que Guy Mollet qui croit encore aux réformes et à la « pacification » sous la paisible direction du général Massu. Ni la bour-

geoisie française ni l'impérialisme américain n'y croient. Mais que peuvent-ils faire quand chacune de leurs « solutions » se heurte à la volonté de lutte de tout un peuple?

Il n'y a qu'une issue possible à la guerre d'Algérie, c'est celle que peuvent imposer les travailleurs de France s'ils s'unissent contre le gouver-  
P. VINCENT.

### Entre deux tempêtes...

Octobre-novembre 1956 marqua le monde d'un véritable tremblement de terre. A Suez l'impérialisme, en Hongrie la bureaucratie soviétique chancelaient. L'ordre établi était profondément ébranlé. Les gouvernements se montraient disposés à défendre leurs positions en recourant, le cas échéant, à une généralisation des conflits.

Depuis lors, l'alerte ayant été apaisée, de part et d'autre on cherche à colmater les crises et à rétablir « l'ordre » contre les masses, et on s'interroge également sur l'avenir des relations internationales. Car, après des années de « guerre froide », on avait eu la « détente » et « l'esprit de Genève », et tout cela s'est écroulé dans le fracas des événements.

Aux Nations Unies, on discute s'il faut ou non rétablir le statu quo, celui-ci étant interprété d'ailleurs diversement par chacun, et des diplomates, des juristes méditent docilement sur des formules susceptibles de remettre les choses en place avec pour consigne de ne plus bouger!

Ces derniers mois, avec leurs explosions et l'apparente stagnation qui les a suivies, ont montré plus que jamais les traits profonds de la situation mondiale et les forces qui s'y affrontent.

Il n'y a pas de doute que, dans les sphères capitalistes, il n'y a de force décisive, déterminante qu'à Washington. Guy Mollet peut pren-

dre des airs de matamore au cours de ses voyages, il ne fait qu'ajouter à l'odieux et au ridicule qui ont marqué sa vie ministérielle. Ben Gourion peut se livrer à des propos intransigeants, il lui faut quand même céder, parce que Washington le veut.

Les dirigeants de l'impérialisme américain disposent encore de forces considérables et ils ne perdent pas une seule minute pour exploiter toutes leurs possibilités afin de défendre les positions du capitalisme dans le monde et préparer la lutte décisive pour la survie du régime capitaliste. Leur diplomatie, n'hésitant d'ailleurs pas à dire ouvertement le contraire à des interlocuteurs différents, s'efforce par des promesses et des menaces combinées de gagner les dirigeants du Moyen-Orient. En même temps, le vice-président Nixon bat le rappel en Afrique noire. D'autres agents de Wall Street agissent vigoureusement en Indonésie, en Thaïlande. L'Amérique latine est depuis des années leur chasse gardée. Quant à la vieille Europe, si fière de son passé, elle n'oserait plus, depuis Suez, faire cavalier seule.

Tout en ayant une crainte sérieuse des dangers impliqués par une guerre mondiale, — dangers résultant des effets des armements les plus modernes et dangers politiques, — ils n'hésitent pas, en

Pierre FRANK.

(Suite page 12.)